



LETTRE FLASH N° 114

5 JUIN 2025

APPEL DU CONGRÈS D'ORIENTATION DU SNESUP-FSU ANGERS 2025

L'internationale de l'extrême droite à l'assaut de la science

Dans un climat de tensions internationales extrêmes, de guerres en Europe, en Afrique et au Moyen Orient, la poussée, partout sur le globe, de l'extrême droite et de pouvoirs autoritaires renforce une instabilité mondiale à un niveau rarement atteint. Alors qu'il est nécessaire d'opérer une désescalade, que des voix s'accordent sur l'urgence écologique et sur la nécessité d'une paix durable, l'extrême droite essaime et prend le pouvoir dans de nombreux pays dont plusieurs sur le territoire européen. En France cette menace est une réalité et nécessite la construction d'une mobilisation massive.

Dans ce contexte, les universités, symboles d'émancipation par le savoir, sont la cible d'attaques sans précédent comme en témoignent les mises en causes de la liberté de recherche aux États-Unis ou encore la destruction physique et matérielle des universités palestiniennes. La défense des universités s'impose aujourd'hui pour répondre à un enjeu démocratique qui dépasse les frontières nationales.

L'ESR en France : de la mise en difficulté à la mise en danger

Dans ce contexte, le président Macron tente de positionner la France comme terre d'asile pour les universitaires des États-Unis alors que dans le même temps, son gouvernement opère des coupes drastiques sur les budgets de l'enseignement supérieur et de la recherche.

En imposant de nouvelles modalités budgétaires défavorables aux établissements (Contrat Objectif Moyen Performance), en siphonnant les fonds de roulement des universités et en aggravant la crise des recrutements, l'Etat français sacrifie le service public de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Il manque aujourd'hui 8 milliards pour qu'il puisse remplir ses missions. L'accès à la formation par la recherche et l'ouverture au plus grand nombre de hautes qualifications constituent une urgence sociale dans cette période de crise multiforme. La rentrée universitaire 2025 n'apparaît pas réalisable sans que des ressources d'urgence soient allouées. Le SNESUP-FSU appelle dès à présent à travailler, y compris en intersyndicale et au-delà dans le cadre le plus large possible, à la mobilisation de la communauté universitaire.

Dans l'ESR comme dans la société : des conquises à défendre

Alors que l'Assemblée nationale a adopté ce jour une résolution appelant à l'abrogation de la réforme des retraites, le SNESUP-FSU rappelle la nécessité de se battre pour obtenir cette abrogation.

Les attaques répétées de ces dernières années contre la liberté académique ont mis en évidence la nécessité de mieux la sanctuariser au même titre que l'indépendance de la justice, la liberté de la presse ou encore la liberté d'association. La liberté de chercher, d'enseigner et de s'exprimer librement dans le cadre de la loi garantit au chercheur une indépendance indispensable à l'intégrité de son travail et de sa recherche.

Face à une volonté politique de contrôler toujours plus la parole et les travaux des universitaires, le SNESUP-FSU engagera, avec les organisations syndicales de magistrats, de journalistes qui peuvent subir des attaques similaires, un travail conjoint pour construire, pérenniser et renforcer les protections attachées à leurs statuts respectifs.

Pour une solidarité universitaire active avec la Palestine : rompre les complicités, défendre les droits, reconstruire l'avenir

Depuis des mois, Gaza subit une guerre coloniale d'une ampleur tragique. Les bombardements ont causé des pertes humaines considérables et détruit les infrastructures civiles essentielles : écoles, hôpitaux, universités... Cette offensive s'inscrit dans une histoire longue de violences et d'occupation, mais l'ampleur des destructions actuelles marque un tournant d'une gravité exceptionnelle. Si l'usage du mot « génocide » a longtemps été débattu, les faits parlent désormais d'eux-mêmes et ne laissent guère place au doute.

En tant qu'universitaires, nous sommes particulièrement bouleversé·es par l'anéantissement presque total du système d'enseignement supérieur à Gaza. Dès les premiers jours du conflit, des universités ont été ciblées et réduites en ruines. En quelques semaines, les douze universités de Gaza ont été détruites, tout comme 95 % des écoles. De nombreux collègues ont été tués. Il s'agit non seulement d'une catastrophe humaine, mais aussi d'une tentative manifeste d'obérer l'avenir d'un peuple et sa capacité à se reconstruire. Face à cette situation, nous exprimons notre pleine solidarité avec nos collègues et étudiant·es palestinien·nes qui, partout en Palestine, s'efforcent de maintenir une activité scientifique et pédagogique, malgré les obstacles quotidiens auxquels ils/elles sont confrontés. Pour leur permettre de vivre dans des conditions dignes, nous appelons à la mise en place d'un plan national d'accueil des étudiant·es et personnels universitaires palestinien·nes, porté par le MESR, avec un budget dédié à la hauteur des besoins.

En France, cette guerre coloniale a des conséquences sérieuses sur nos activités de diffusion de la recherche et de mise en débat des savoirs sur le monde contemporain. En effet, un climat de répression et de censure s'installe partout dans nos universités. Organiser un événement sur la Palestine constitue un véritable défi : annulations, pressions, interdictions, refus de mise au vote de motions de soutien, poursuites contre des étudiant·es engagé·es... On ne peut plus évoquer la colonisation, ni le nettoyage ethnique en cours, sans s'exposer à des représailles.

Et pourtant, les Palestinien·nes nous demandent aujourd'hui plus que jamais de nommer les faits et de rompre les complicités. Comme ils nous invitent à le faire, nous exigeons la rupture de tous les accords de coopération avec les universités israéliennes. Comme le rappelle la chercheuse Maya Wind dans son ouvrage *Towers of Ivory and Steel*, les universités israéliennes sont étroitement liées au complexe militaro-industriel et participent au développement non seulement des technologies d'armement, mais aussi des doctrines, des justifications idéologiques et des moyens logistiques de l'expansion coloniale. De plus, nous demandons la réalisation urgente d'un audit des liens entre nos établissements et les entreprises françaises de l'armement afin de faire cesser immédiatement toute collaboration avec celles qui collaborent avec Israël.

Notre syndicalisme universitaire est fondé sur des valeurs d'émancipation, de justice et de solidarité internationale. Il ne peut donc rester silencieux face à la destruction méthodique d'un peuple et de son système d'enseignement et de recherche. Nous porterons cette voix dans nos établissements et dans la société. Nous réaffirmons que la paix durable ne pourra être construite que sur la base de l'égalité et du respect du droit international et des droits fondamentaux de tous les peuples. Nous exigeons la reconnaissance de l'État palestinien par la France.

